

Zeitschrift: Schweizer Monatshefte : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft, Kultur
Herausgeber: Gesellschaft Schweizer Monatshefte
Band: 71 (1991)
Heft: 6

Rubrik: Der Intellektuelle in der Schweiz

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 22.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Der Intellektuelle in der Schweiz

Versuch eines schriftlichen Dialogs

In «Suchbild/Silhouette/Sagome», dem Buch, das die Pro Helvetia 1989 gleichzeitig in Bern und in Lausanne herausgab und das — in den Sprachen des Landes — Strömungen, Gegensätze und Spannungen in der Vielfalt der Meinungen als eine Art Stichprobe des «Kulturbewusstseins in der Schweiz» anbot, findet sich auch der Beitrag von Etienne Barilier: «L'intellectuel en Suisse», den wir mit freundlicher Erlaubnis des Verfassers zum Gegenstand eines schriftlichen Dialogs gemacht und deshalb hier im Original abgedruckt haben. Aus dem Welschland nahm — indirekt in Form eines kleinen Gesprächs — der Schriftsteller und Übersetzer Gilbert Musy dazu Stellung, aus der deutschen Schweiz Elsbeth Pulver, die Herausgeberin von «Suchbild/Silhouette/Sagome», und Herbert Meier, dessen «Mythenspiel» im Juli auf der grossen Freilichtbühne in Schwyz Premiere haben wird. Etienne Barilier luden wir zu einer Replik und zugleich zum Abschluss der Diskussion ein. Seine Diagnose, wonach in der Schweiz eine Gesellschaft der «Schizobiose» bestehe, in der zwischen dem geistigen und dem politischen Leben fast unüberwindliche Schranken die Existenz des Intellektuellen ausschliessen, stösst zwar auf Widerspruch. Aber ist sie auch widerlegt? Und falls nicht, liegen die Gründe für den beschriebenen Zustand ausschliesslich auf seiten der «classe politique» und der grossen Mehrheit der Bürger?

A. K.

Etienne Barilier: Une société de schizobiose

Si les intellectuels, en France, n'existaient plus, autant dire que la France elle-même n'aurait plus d'existence: nous assisterions à la disparition d'un emblème national. Mais plus sérieusement, ce serait la fin de la politique, au sens le plus noble et le plus large du terme. Après tout (Sartre *dixit*), les intellectuels du vingtième siècle sont les descendants des «Philosophes» du dix-huitième, ceux-là mêmes qui firent la Révolution. La Révolution de 1789 n'est pas séparable des Idées, elle est une Idée en acte. Et, nul ne l'ignore, les révolutions du XX^e siècle furent à leur tour des idées en acte, inconcevables sans le modèle français.

C'est dire que l'intellectuel, si l'on s'en tient à la définition française de ce mot (mais en est-il d'autres?), est l'homme d'une médiation, capitale, entre le monde de la pensée et le monde de l'action.

La naissance des «intellectuels» remonte à l'Affaire Dreyfus, au cours de laquelle des universitaires, des écrivains, des musiciens ont placé ensemble leur signature au bas d'une pétition qui réclamait la révision d'un procès inique: oui, cet assemblage hétéroclite d'artistes et d'hommes de science fut désigné sous un vocable commun. Or une seule chose les rassemblait et les définissait. Une seule chose, à la fois vague et fondamentale: l'idée que l'injustice faite au capitaine Dreyfus les contraignait à réagir; donc l'idée que les affaires de l'Etat étaient aussi leurs affaires, et qu'*il existait (qu'il devait exister) un rapport certain entre la vie de leur esprit et la vie de leur cité.*

Non que ces travailleurs spirituels aient nécessairement prétendu détacher des lumières spéciales sur la technique politique. D'ailleurs on ne s'est pas fait faute de se gausser de leur intervention, et de stigmatiser leur «incompétence» notoire. Mais justement, ils affirmaient leur conviction que dans les affaires publiques, tout n'est pas réglé par les «compétences»; que l'Etat n'est pas une machine administrée par des spécialistes ou des techniciens; que la pensée joue et doit jouer son rôle dans la politique. Ils éprouvaient ou tout au moins espéraient une double fraternité: entre l'exercice de l'intelligence et la préoccupation pour les valeurs; entre l'univers de la pensée et celui de l'existence concrète.

Les «intellectuels» n'étaient donc pas — et ne sont pas — des gens qui réclament plus d'intelligence dans le gouvernement; du moins pas au sens où l'on réclamerait des «compétences» plus aiguisées. Ils demandaient et continuent à demander que la conduite de l'Etat se règle sur des considérations qui dépassent la pure technicité.

On a pu dire de l'intellectuel qu'il n'était pas seulement, du point de vue sociologique, un homme qui pense, mais également un homme qui communique une pensée. Journaliste, enseignant, signataire de pétition. C'est sans doute juste; mais si l'intellectuel est l'homme de la communication, c'est d'abord parce qu'il est l'homme de la *relation*. C'est l'homme qui met en rapport l'esprit et le concret, et, à l'intérieur de l'esprit, l'univers de l'intelligence et celui des valeurs. Et si un artiste et un professeur d'université peuvent mériter l'un et l'autre le même nom d'intellectuel, ce n'est pas parce qu'ils signeraient ensemble la même pétition, c'est parce qu'ils peuvent être animés de cette même volonté de mise en relation. Parce qu'ils peuvent être tous les deux ce qu'on pourrait appeler des consciences. Après tout, la conscience n'est-elle pas ce lieu intérieur où la science (y compris, peut-être, la science politique) devient méditation sur elle-même et sur ses fins; n'est-elle pas le lieu de passage obligé pour une politique désireuse d'être davantage qu'une simple technique?

Si donc il est vrai que l'intellectuel se tient à la charnière du politique et du moral, du pratique et du théorique, et qu'il représente toujours peu ou prou le conseiller du Prince, ou tout au moins le fou du roi, la question

qu'on doit se poser à propos de l'intellectuel *en Suisse* n'est pas, comme on l'a fait naguère en France, celle de ses éventuelles trahisons, ou de son éventuel silence, mais bien plutôt celle de son existence. L'intellectuel, en Suisse, est-il possible, est-il concevable?

L'exemple de la France nous conduit à comprendre, *a contrario*, que l'existence même de l'intellectuel est douteuse, voire exclue dans deux situations extrêmes: dans une société de la symbiose et dans une société de la schizobiose, si j'ose ainsi m'exprimer. Chez les peuples dits primitifs, il y a symbiose totale entre la pensée et l'action; on ne trouve alors place ni pour la politique, ni pour les «valeurs», ni, a fortiori, pour les «intellectuels»: l'action, dans de tels groupes humains, c'est tout bonnement la mise en acte du sacré.

Mais à l'autre extrême, si la vie de la cité et celle de l'esprit sont totalement coupées l'une de l'autre, si l'Etat n'est plus le lieu d'une politique mais le nom d'une pure mécanique administrative; si de son côté la pensée n'espère plus, n'envisage même plus d'être pensée politique, mais s'enferme dans la pure méditation individuelle, nous sommes en régime de schizobiose; et dans ce cas, il n'y aura pas non plus d'intellectuels. Ou du moins, l'intellectuel risquera fort de se trouver sans emploi.

Or il existe dans le monde au moins une société de schizobiose, et c'est la société suisse. C'était du moins l'avis d'un Ramuz, parmi d'autres observateurs éminents... Ramuz — dont on minimise souvent l'importance des réflexions sur son propre pays, sans doute parce que ces réflexions furent trop cruelles — ne se prononce pas sur les «intellectuels» en tant que tels. Mais son jugement sur la vie de l'esprit telle qu'elle existe ou n'existe pas autour de lui, n'en est pas moins clair. «Il a bien fallu voir que ce pays n'avait pas d'histoire. (...) et, quant à une culture, [des] influences contradictoires l'avaient empêchée de se faire jour». Cette situation à l'écart de l'histoire, cette absence d'une culture réellement nôtre nous conduisent inéluctablement, poursuit Ramuz, à faire de notre intelligence et de nos idées, quand nous en avons, un exercice parfaitement abstrait, coupé du réel. «Nous détachons l'idée du fait, moins par goût de l'idée que par horreur du fait (...)». Ramuz n'emploie pas le mot d'intellectuel, mais bien celui d'«intellectualisme» pour désigner notre usage de l'intelligence, un usage détaché, à tous égards, de la réalité. Il nous manque le sens d'un destin et d'un dessein collectif: «Chacun se juge (...) en tant qu'être séparé. Nous sommes retranchées d'une vie collective que nous jugeons d'autant plus redoutable que nous la voyons du dehors. (...) Il n'y a plus de vie commune».

On pourrait difficilement prononcer sur notre pays et notre peuple un jugement plus négatif et plus sombre: pas d'histoire, pas de culture; donc pas de communauté, pas de destin, pas de gouvernement réel. *Par conséquent, pas d'intellectuels*: l'opposition entre ce que Ramuz appelle le «politi-

que» et le «poétique», c'est-à-dire le rapport conflictuel mais fécond entre la vie de la cité et celle de l'esprit fait la grandeur d'un pays ou d'une civilisation. «Alors qu'allons-nous faire, nous autres, qui n'avons ni action ni expression?» Oui, qu'est-ce qu'un pays qui n'a ni politique ni pensée?

Denise de Rougemont, lorsqu'il évoque la place des intellectuels en Suisse, ne se montre guère moins sévère: «Quand on dit de quelqu'un: c'est un intellectuel! cela signifie: c'est un monsieur très compliqué qui ne vaut rien pour conduire la cité, pour gagner de l'argent, pour faire des choses sérieuses». Ou encore: «Nulle part, je crois, les écrivains n'ont moins d'action sur la vie politique».

Pourquoi cela? Ne serait-ce point parce que l'intellectuel actif et reconnu suppose une certaine vie authentiquement politique, et que cette vie, en Suisse, fait défaut? Il n'y a pas de vie *publique* de l'esprit s'il n'y a pas de vie de la cité. Nous sommes donc reconduits au diagnostic de Ramuz sur l'Helvétie. Serait-il malheureusement vrai que la Suisse n'existe pas, qu'elle n'a pas de politique mais seulement une administration? Que la pensée ne la concerne en rien, ne la constitue en rien?

Pour Ramuz, la cause était entendue, et la discussion close. Il ne saurait y avoir d'intellectuel en Suisse puisqu'en effet la Suisse n'existe pas. Aux yeux de beaucoup, cependant, Ramuz exagère: la Suisse existe, s'écrie-t-on de toutes parts; même si, aujourd'hui, elle se trouve à l'écart de l'Histoire, cela ne signifie pas qu'elle ne puisse se reconnaître dans une histoire, et surtout dans un certain nombre de «valeurs» partagées par tous les Confédérés... Soit, mais quelles «valeurs»? Sur les sommets sourcilleux, les croix noires et noueuses dont les branches sifflent sous les saines rafales de la liberté?

Non pas, s'exclame un Denis de Rougemont, dont on vient pourtant de voir à quel point il rejoignait Ramuz dans son diagnostic sur l'intellectuel suisse. Non pas: les vraies valeurs suisses sont bel et bien des valeurs *politiques*, et la Suisse existe *politiquement*. De quelle manière? Eh bien, elle seule, ou presque, dans le monde, a fait de son FÉDÉRALISME une réussite. Le fédéralisme helvétique est une réalité vivante, qui peut représenter et qui représente l'avenir de l'Europe, son seul avenir concevable. Le fédéralisme, ou *l'idée-force* de l'Europe: point seulement une formule abstraite et détachée du réel, mais une vision concrète au point d'avoir été réalisée, donc de pouvoir l'être encore; un idéal, c'est-à-dire une pensée, qu'on peut défendre en tant qu'intellectuel; qu'on doit défendre et proposer au monde *politique*.

Mais alors comment se fait-il que, selon le même Denis de Rougemont, l'intellectuel suisse, le penseur suisse n'existe guère, ou du moins soit calamiteusement inécouté? N'y a-t-il pas contradiction? Plutôt que la Suisse telle qu'elle est, l'auteur de *Penser avec les mains* ne décrit-il pas la Suisse

telle qu'elle devrait être, ou telle qu'elle serait si le fédéralisme helvétique n'était pas seulement un fait, mais la conscience de ce fait ?

Toute sa vie, Rougemont aura lutté pour que ce fait devienne conscience dans l'esprit de ses contemporains. Mais s'il a lutté, c'est que la chose n'allait pas de soi. Si le fédéralisme avait été une idée, une pensée, un idéal vécus comme tels, si donc tous les Suisses étaient habités par le sentiment d'un destin commun (destin susceptible, en outre, de devenir le dessein de l'Europe), pourquoi l'intellectuel en Suisse serait-il obstinément considéré par l'homme de la rue aussi bien que par le politicien de profession comme «un monsieur très compliqué qui ne vaut rien pour conduire la cité ?» Sa place, au contraire, eût été reconnue comme elle est reconnue en France où les idées de Révolution naguère, de Droits de l'homme aujourd'hui, sont en quelque sorte des idées nationales, dont l'intellectuel est tout naturellement le porteur autorisé.

La regrettable vérité, dans cette affaire, c'est que l'ensemble des Suisses ne reconnaît ni n'éprouve l'Helvétie comme l'incarnation d'une «idée» au sens rougemontien du terme. A la majorité des Suisses, le fédéralisme apparaît comme un fait, comme le résultat contingent et fonctionnel des nécessités historiques, le fruit du compromis. Il n'est pas le lieu vivant et incontesté d'une conscience politique commune. Du moins ne l'est-il pas suffisamment pour que le pouvoir politique s'en *inspire*, au sens le plus fort de ce terme. D'autre part il n'est pas suffisamment ressenti comme une idée créatrice pour que les instances politiques éprouvent la nécessité de dialoguer avec l'homme qui, dans la cité, porte et fait vivre les idées, à savoir l'intellectuel.

Le *fait* du fédéralisme peut fort bien exister sans qu'existe consciemment la *pensée* du fédéralisme. On doit même estimer que, par une étrange perversion, le fédéralisme réel représente le meilleur ennemi du fédéralisme-pensée, du fédéralisme-conscience, du fédéralisme-idéal: il se peut bien que le fédéralisme soit une idée politique appelée au plus grand avenir; mais c'est une idée dont l'accomplissement pratique et quotidien implique précisément qu'on renonce aux idées, pour se contenter de l'empirisme, du pragmatisme, du coup par coup; l'accomplissement de l'idée fédéraliste conduit à monnayer les grands problèmes en petites questions et les grands principes en petites actions. Bref, le fédéralisme est moins ressenti comme une idée forte et qui nécessite, pour s'accomplir aujourd'hui et demain, l'effort constant de la pensée, que comme un fait accompli, et qui se perpétue par une série d'efforts pratiques, consentis de plus ou moins bonne grâce.

Les institutions ou les fondements constitutionnels de la Suisse, fussent-ils des idées en acte, semblent pouvoir se passer des idées pour fonctionner, quand ils ne demandent pas expressément que l'on répudie les idées.

Et ce n'est pas vrai seulement du fédéralisme. Il en va de même de la «neutralité permanente» et de la «démocratie directe» qui, aux yeux de notre actuel Président de la Confédération, définissent, avec le fédéralisme, l'essence même de notre pays, et, accessoirement, les trois obstacles majeurs à son entrée dans la Communauté européenne. Car je forcerais à peine les choses en prétendant que la «neutralité permanente», du point de vue de la psychologie nationale, est une façon de baisser les yeux sur le débat politique en Europe et dans le monde, donc sur le combat de valeurs qui se déroule hors de nos frontières. Nous n'avons pas à prendre parti, donc nous n'avons pas à juger, donc à quoi bon penser? Ramuz, encore lui, était très sensible à ce risque d'apathie intellectuelle et spirituelle, dans les années trente, quand tout autour de la Suisse des régimes extrémistes prétendaient concurremment à la vérité politique. Mais le problème n'en reste pas moins réel aujourd'hui.

Quant à la «démocratie directe», elle peut tout aussi bien conduire à la démobilisation des intelligences. Chaque citoyen, y compris l'intellectuel, a le sentiment diffus, et d'ailleurs partiellement justifié, que le pouvoir politique est entre ses mains: à quoi bon regarder ce pouvoir, le juger, le contredire, le contrecarrer, l'enrichir? Il n'y a qu'à l'exercer, un point c'est tout. Quel besoin de penser, quand on peut voter?

Bref, la position de l'intellectuel en Suisse est bien précaire, ou plus exactement, son existence est bien douteuse. Pourquoi, dans ces conditions peu favorables, cette espèce inadaptée ne veut-elle pas obéir aux lois implacables de Darwin, et refuse-t-elle de disparaître?

C'est qu'en toute modestie, l'«intellectuel» se considère comme un cas particulier mais représentatif de l'«homme». A ses yeux il est bon, pour tout homme et pour tout pays, que la vie de l'esprit et celle de la cité soient fraternelles, ou tout au moins réciproques. A ses yeux, la vie communautaire d'une nation ou d'un peuple ne se résume pas à voter pour se choisir des administrateurs. Il n'est pas bon pour une nation, pour un peuple, de vivre avec des tabous (qui s'appellent neutralité permanente et armée, démocratie directe, refus d'entrer, sinon d'un orteil, dans la Communauté européenne, etc.). Il est toujours bon de voir la réalité en face.

Ramuz et Denis de Rougemont, quelles que soient leurs divergences, furent tous deux, contre vents et marées, des intellectuels suisses: ils ont tous les deux jugé nécessaire, et dans une période de l'histoire où leur interrogation apparaissait infiniment plus dangereuse et subversive qu'elle n'apparaîtrait aujourd'hui, de questionner les fondements même de notre pays; et de discuter tout ce qui, dans les discours politiques et les convictions impensées de tout Helvète, semble aller de soi. Devons-nous rester neutres? demandèrent-ils avec insistance.

Et nous devons poser à notre tour la même question. Tel est le seul rôle concevable de l'intellectuel suisse: poser les questions blasphématoires, celles qui font sursauter la bonne conscience et la conscience de notre pays. Non pas pour le plaisir de constater ce sursaut, mais par nécessité de pensée.

Ces questions extrêmes sont les seules qui contraignent à fonder en pensée une appartenance nationale, une citoyenneté. Pour les pays comme pour les individus, la conscience d'exister commence avec la conscience qu'on peut mourir. Et c'est pourquoi l'intellectuel suisse sera toujours l'adversaire modeste et décidé de tous les politiciens qui fondent leurs discours et leurs raisonnements sur l'a priori d'une Suisse éternelle, et qui mérite de l'être. L'intellectuel suisse, c'est au contraire l'homme qui, au nom même de la conscience, dit et répète une évidence, une banalité dont la profération frappe d'horreur nos hommes politiques: la Suisse est mortelle.

Gilbert Musy: Flüchtiges Gespräch

Lauter und Redlich sitzen nur zufällig am gleichen Tisch. Dass sie die gleiche Zeitschrift lesen, ist aber kein Zufall. Mit einem tiefen Seufzer lässt Lauter das Heft sinken.

Lauter Da hat man es wieder!

Redlich Nicht wahr!

Lauter Keiner schenkt ihnen die gebührende Achtung.

Redlich Ach so! Ja aber sagen Sie mal, wer sind sie denn eigentlich, diese Intellektuellen? Wer verleiht ihnen denn diesen gepriesenen oder geschmähten Titel? Wollen Sie es wissen? Selbsternannt sind sie. Der Titel ist ja gar nicht geschützt. Ungefähr wie Astrologe oder Psychotherapeut.

Lauter Bitteschön, wie können Sie denn Astrologe mit Psychotherapeut vergleichen?

Redlich Hab ich das? Die sind einfach alle selbsternannt.

Lauter Und was macht's?

Redlich Mir nichts, doch soll man es nicht vergessen, wenn irgendwelche unter ihnen wieder mal darüber klagen, es höre keiner zu. *(Er tippt mit vorwurfsvollem Zeigefinger auf Lauters Zeitschrift.)*

Lauter Astrologen aber haben zur Zeit viel Erfolg.

Redlich Sehen Sie!

- Lauter Das werden Sie doch nicht zusätzlich positiv einschätzen?
- Redlich Mitnichten. Doch was ist Ihres Erachtens die Funktion, die unsere selbsternannten Intellektuellen ausüben möchten?
- Lauter Nun, eine Art Gewissen der Nation möchten sie sicher sein; die Instanz, die sich gegen jegliche Art Verletzung der Prinzipien und der Moral einsetzt.
- Redlich Schön, und was suchen die Leute bei den Astrologen?
- Lauter Trost und Hoffnung, meine ich.
- Redlich Schon wieder einverstanden. Wir werden uns wohl einigen können.
- Lauter Ist es nicht schrecklich zu bedenken, dass sogar Politiker und andere Machthaber bei solchen Scharlatanen Rat und Bestätigung suchen?
- Redlich Bei wem?
- Lauter Na, bei den Astrologen.
- Redlich Ach so. Ja, wissen Sie, irgendwoher muss man seine Richtlinien wohl nehmen, oder zumindest, einer muss unsere Überzeugungen stärken.
- Lauter Wohl schon, aber wäre eben da ein Rückgriff auf die Intellektuellen nicht eher ratsam?
- Redlich Vielleicht, mein Lieber, vielleicht. Wenn man nur wüsste, wann sie Sprechstunde haben. Aber die machen sich ja immer erst im Nachhinein bemerkbar, meckern öffentlich, alles sei falsch, und man hätte sie wieder mal nicht angehört. Versuchen Sie aber mal, einen dazu zu bringen, dass er seine ausgezeichneten Analysen *vorher* von sich gibt!
- Lauter Kann er ja auch nicht. Zur Analyse braucht's erst mal eine Tat, zumindest einen Entschluss, den man nach seiner Kohärenz, seinen Konsequenzen, ich weiss nicht, seinen Mängeln abklopfen kann.
- Redlich Insofern wäre der Astrologe die liebende Mutter, die ihr Kind unterstützt und sein Selbstbewusstsein stärkt. Der Intellektuelle hingegen der strenge Vater, der in allem immer zuerst die Mängel entdeckt.
- Lauter So könnte man es fast sehen.
- Redlich Und Sie wünschten, dass die verschüchterten Kinder, die unsere Dörfer, Städte, Stände, ja das Land regieren, sich bei jeder Gelegenheit an die Brust des grollenden Vaters wüfeln?
- Lauter Solch eine Einstellung zu unseren Politikern hab *ich* nicht!
- Redlich Sondern?

- Lauter Das sind in den meisten Fällen ehrwürdige, fleissige und insgesamt nicht unkluge Menschen.
- Redlich Wenn dem so ist, warum sollten die aber irgendwo Rat suchen? Und dazu noch bei Laien?
- Lauter Es geht ja nicht eigentlich um Rat.
- Redlich Aha, hatte geglaubt, verstehen zu sollen.
- Lauter Eher um eine Art Begleitung, um eine Bereicherung der Gedankenwelt, in der sich die Politiker bewegen, durch den Kontakt mit den Überlegungen der Intellektuellen.
- Redlich Sie meinen, auch Politiker sollten von Zeit zu Zeit mal ein Buch lesen?
- Lauter Das wäre sicher nützlich, doch haben sie so viel zu tun, dass sie wohl nicht noch beim Lesen fachsimpeln wollen und dann lieber zum Krimi greifen.
- Redlich Und so bleibt den Intellektuellen, wenn sie den Politikern mitteilen wollen, was sie glauben, zur Lage im Staat zu sagen zu haben, nichts anderes übrig, als es in der Zeitung auszudrücken. Da eben, wo sie nicht unbedingt gefragt sind. Denn schliesslich meint das Klagelied wohl dies: Keiner bittet mich um meine Meinung, öffentlich.
- Lauter Da Sie selber mehr oder minder zu dieser Korporation sich wohl zählen müssen, wundert's mich doch ein wenig, wie Sie mit ihr umgehen!
- Redlich Das Streicheln ist mir angenehmer, wenn's eine fremde Hand besorgt.
- Lauter Sie meinen also, die Intellektuellen hätten ausgespielt.
- Redlich Nee, s'gibt sie nun mal; und bekanntlich ist Unkraut wetterfest. Nur müssen diese so einfallsreichen und phantasievollen Leute eben sich selbst mal helfen und einfallsreich und phantasievoll ihre Einflussmöglichkeiten gestalten.
- Lauter Hätten Sie da Vorschläge?
- Redlich Glauben Sie, damit beschenke ich das Milieu jetzt gratis?
- Lauter Ich muss ja nicht alles weitererzählen.
- Redlich Dann will ich's Ihnen anvertrauen: Statt sie dauernd zu kritisieren, sollten die Intellektuellen den Politikern dabei behilflich sein, ihre Macht zurückzuerobern.
- Lauter An wen hätten sie die denn verloren?
- Redlich An wen? Haben Sie schon mal was gehört von politisch wünschenswerten Massnahmen, die nicht realisierbar sind?
- Lauter Natürlich.
- Redlich Aus welchen Gründen?

- Lauter Meistens aus ökonomischen. Das ist halt so. Mit dem Hypothekarzins kann man nicht umspringen wie mit irgendeinem Gesetz zum Schutz der Blaubeeren etwa.
- Redlich ... haben Sie weitere Fragen?
- Lauter Ja, aber bitte, ökonomische Zwänge sind sozusagen natürliche, da kann auch ein Politiker nicht dran rütteln.
- Redlich Dass er das nicht kann, ist zur Genüge bewiesen. Warum braucht es dann aber noch Politiker? Die Ökonomie reguliert sich ja eh selbst. Eigentlich haben nur noch Diktatoren die Macht, *gegen* ökonomische Zwänge zu regieren.
- Lauter Jawohl, und man sieht, wohin es sie führt.
- Redlich Stellen Sie sich jetzt aber mal einen demokratisch gewählten Politiker vor, der es sich herausnehmen würde, sich gegen ökonomische Zwänge für soziale Gerechtigkeit einzusetzen. Auf Bersten und Brechen.
- Lauter Der würde wohl bald bersten *und* brechen.
- Redlich Ausser, es unterstützten ihn jene, die Gerechtigkeit und all die anderen grosszügigen Themen immer wiederkäuen.
- Lauter Das würde sie ja dazu führen, sich selbst ökonomischen Schaden zuzufügen.
- Redlich Und? Sind wir exklusiv darauf aus, unser Portemonnaie zu verteidigen, oder lassen wir uns die Menschenrechte eventuell auch etwas kosten?
- Lauter Ja meinen Sie denn wirklich, dass ...
- Redlich In allem Ernst.
- Lauter Tut mir leid, ich muss jetzt gehen. Der Mann dort drüben kratzt sich schon zum dritten Mal hinterm Ohr. Das kann nichts Gutes heissen. Bleiben Sie bitte noch eine Weile sitzen und gehen Sie dann hinten raus, ja?

Elsbeth Pulver: Mindestens ein notwendiger Störenfried

Ob es überhaupt eine andere als die französische Definition des Intellektuellen gebe, fragt Etienne Barilier, ungläubig-erstaunt. Warum, frage ich zurück, sollte es sie nicht geben? Es wäre bedenklich und ein schlechtes Vorzeichen für ein künftiges Europa (das man sich doch nur vielfältig vorstellen will), falls es sie nicht gäbe. Zwar ist, unbestreitbar, die Aufklärung

in Frankreich zu Hause wie nirgends sonst, aber der Intellektuelle dennoch nicht einfach ein französischer Markenartikel.

Der Intellektuelle sei ein Mensch, der Fragen auf eine Ebene bringe, auf der Argumente und Gegenargumente möglich seien — so Hugo Loetscher neulich in einem Interview. Eine Definition, die man bedenken muss, wenn man dem Intellektuellen die Aufgabe zuweist, Gelenkstelle zwischen Geist und Macht zu sein. Nur wenn er die dialektische Spannung zwischen Argument und Gegenargument (keineswegs identisch mit einem verwaschenen Einerseits-Andrerseits) aushält, nur dann ist er gefeit gegen die Gefahr oder Versuchung, in diesem von Ideologien verseuchten Jahrhundert den Ideologien zu verfallen.

Hugo Loetscher: ein Intellektueller der deutschen Schweiz, den es leibhaftig gibt. Barilier freilich fragt nicht nach der leibhaftigen, sondern nach der öffentlichen Existenz des Intellektuellen, danach, ob es ihn auch im öffentlichen Leben gebe, ob er dort wahrgenommen werde. Für Frankreich bejaht er die Frage, für die Schweiz verneint er sie, beidemale entschieden und offensichtlich selber betroffen und bewegt.

Und er hat für die Schweiz, auch für die deutschsprachige, gewiss recht, falls man das öffentliche Leben vor allem als Sache der *«classe politique»* ansieht. Zwischen den offiziellen Vertretern helvetischer Politik und den Intellektuellen klappt tatsächlich ein Abgrund, der hier weder beschrieben noch beklagt werden soll. Der Bundesrat gratulierte seinerzeit Gottfried Keller zu seinem siebzigsten Geburtstag ausführlich und würdig. Bei wie vielen Autoren hat er es wohl seither getan? Und ist die Ansprache des Bundespräsidenten an der Gedenkfeier für Dürrenmatt die eine, einsame Schwalbe, die keinen Sommer macht? Unzweifelhaft wurden da viele Chancen vertan mit Autoren, deren Werk (Max Frisch ist dafür das grosse Beispiel) gerade in den diskursiven Texten auf Dialog angelegt ist.

Aber diese Beschreibung trifft den Kern der Sache noch nicht. Denn der Intellektuelle wird bei uns nicht einfach ignoriert; im Gegenteil: er wird aufmerksam wahrgenommen, und zwar auch durch die *classe politique*: nämlich als Störenfried und auch als potentielle Gefahr (die Fichenaffäre, bereits genügend besprochen, ist dafür nur *ein* Beispiel). Wer aber als Gefahr gilt, ist auf eine besondere, wenn auch nicht gerade angenehme Art präsent; inexistent ist er nicht! Das gilt erst recht, und nun im positiven Sinn, wenn man das öffentliche Leben nicht als ein Privileg der politischen Klasse, sondern als eine Angelegenheit aller Bürger ansieht. (Dürrenmatt: *«Was alle angeht, können nur alle lösen»* — ein Satz zu den *«Physikern»*.) Offenbar im Gegensatz zu Barilier halte ich die Tradition der direkten Demokratie für eine nach wie vor wichtige Errungenschaft, denke aber dabei weniger an alte Bilder, wie das der drei Eidgenossen mit erhobenen Schwurfingern, oder an die Landsgemeinde, sondern an neuere Erschei-

nungsformen, die man etwa unter dem Begriff «*Politik von unten*» zusammenfasst und zu denen die Frauenbewegung, die ökologische und die Friedensbewegung, dazu die Aktivitäten lokaler und regionaler Gruppierungen gehören. Wie immer man zu dieser Politik von unten steht, ob man sich darüber freut oder ärgert: weder ihre Existenz noch ihr Zusammenhang mit dem demokratischen Grundgedanken sind zu leugnen. Und in dieser Umgebung ist der Intellektuelle durchaus präsent, und zwar nicht als Gefahr und nicht nur als ein «*monsieur très compliqué*», sondern als eine geistige Kraft.

Der «*homme de la rue*», den Barilier erwähnt, hat ja viele Gesichter. In fünfzig Prozent aller Fälle ist er, übrigens, eine Frau! Das zu bedenken ist eigentlich unerlässlich; selbstverständlich ist es offensichtlich noch nicht. Die wachsende Bedeutung der Frauen in der Politik verändert aber langfristig auch die Funktion des — oder eben *der* — Intellektuellen in der Schweiz. Und schon heute spielen in der Frauenbewegung die (weiblichen) Intellektuellen eine wichtige Rolle als Anregerinnen und Vordenkerinnen im Prozess der Emanzipation.

Und Vergleichbares gilt natürlich für die Männer, die hier für einmal an zweiter Stelle genannt werden. Ein jüngerer Historiker¹ hat die These aufgestellt (und sie in einer Anthologie illustriert und plausibel gemacht), dass die Schriftsteller (Frauen waren damals kaum vertreten) der deutschen Schweiz in den Jahrzehnten nach dem Krieg die Funktion einer ausserparlamentarischen Opposition ausübten. Das scheint mir eine sehr zutreffende Charakteristik zu sein.

Und gilt das alles nur für die deutsche Schweiz? Als vor einigen Wochen ein Mitarbeiter des WWF wegen seiner Umweltpolitik im Wallis spinalreif geschlagen wurde, da redete an einer öffentlichen Kundgebung auch der Schriftsteller Maurice Chappaz dezidiert gegen das «*wirtschaftliche Nazitum*» im Wallis. In solchen Ereignissen manifestiert sich immer wieder die Präsenz der Intellektuellen im öffentlichen Leben der Schweiz, ihre unverkennbare, freilich nicht messbare politische Ausstrahlung.

Doch müssen solche Fragen noch umfassender und gezielter aus der heutigen Situation gestellt werden, die ja eine wesentlich andere ist als zur Zeit der Dreyfus-Affäre, auf die Barilier sich bezieht. Seit den frühen siebziger Jahren weiss man — vor allem durch die Veröffentlichungen des *Club of Rome* — über die Endlichkeit unserer Ressourcen und über die globale Bedrohung der Lebensgrundlagen allgemein und umfassend Bescheid, von Jahr zu Jahr besser. Die Autoren von «*Grenzen des Wachstums*» (1972) erhielten 1973 den Friedenspreis des Deutschen Buchhandels. Und die politische Klasse? Sie reagierte weltweit auf diese Informationen mit Zögern, Beschwichtigungen — oder gar nicht. Und das für seinen Umgang mit dem Geistigen gerühmte Frankreich steht bekanntlich keineswegs an

vorderster Front, wenn es darum geht, in ökologischen Fragen die Erkenntnisse von Intellektuellen ernstzunehmen und zu verwirklichen! Die pragmatische Schweiz (die ich sonst nicht über den grünen Klee loben will) schneidet in dieser Frage doch wesentlich besser ab. Hat der geschmähte Pragmatismus vielleicht auch seine Vorteile?

Doch bringt der qualifizierende Vergleich zwischen den Nationen nicht viel. In zentralen Fragen unserer Zeit stehen wir, gemessen an der vorhandenen Erkenntnis, noch immer vor einem immensen Vollzugsdefizit.

¹ Martin Dahinden (Hg), Zeitspuren. Essays und Reden. Ex Libris, Zürich 1988.

Herbert Meier: Vier Anmerkungen

1

Etienne Barilier nimmt in seinem Essay «Der Intellektuelle in der Schweiz» eine alte Frage auf: Gibt es den Intellektuellen hierzulande, gibt es ihn nicht? Und wenn es ihn gibt, nimmt man ihn auch wahr?

Nach einer französischen Begriffsbestimmung ist der Intellektuelle ein Vermittler. Er soll zwischen der Welt des Denkens und der Welt des Handelns, zwischen Geist und Polis vermitteln. Das kann er aber nur, wo so etwas wie eine konfliktbewusste Symbiose zwischen Staat und Geist herrscht. In einem Land aber, wo der Staat zur «administrativen Maschine» verkommt, in einem Land, das ohnehin keine Geschichte mehr hat und seine Tabus: Neutralität, Armee, direkte Demokratie und so weiter, nicht zu brechen imstande ist, mit einem Wort, in einer «schizobiotischen Gesellschaft» wie der schweizerischen, wird die Lage des Intellektuellen — so Barilier — prekär und fragwürdig. Da hat er wenig mehr zu berichten. «*La Suisse est mortelle*» ist beispielsweise noch eine Botschaft, die er den Politikern verkünden kann. Eine banale Botschaft, gesteht Barilier. Und in der Tat, warum sollte die Schweiz nicht sterblich sein?

2

Der Befund Bariliers ist ein intellektueller Befund. Er beschreibt eine allgemeine Symptomatik. Wo brechen Denken und Handeln nicht täglich auseinander? Wo hat der «Geist» in der «Politik» nicht abgedankt? So gesehen, hat schon Machiavelli die Schizobiose als politisches Instrument empfohlen: nicht immer zu scheinen, was man ist, nicht immer so zu handeln, wie man denkt. Und heute? Die zynische Vernunft hat längst die «Wertsy-

steme» vernichtet; sie fluktuieren im Chaos der Simulationen und Hysterien fort. Schizobiose ist eine intellektuelle Kategorie der Auflösung. Aufgelöst werden zurzeit die Ideologien, auch die helvetischen. Die «Staatskrisen», auch die schweizerische, sind politische Naturvorgänge, unvorhergesehen hereinbrechend, Transmutationen und im ganzen viel komplexer, als dass eine traditionelle Dialektik ihnen noch beikäme. Die Frage nach dem Intellektuellen wäre in diesem Sinn bereits eine historische Frage. Selbst in Frankreich hat ihm, dem Intellektuellen, der Philosoph Lyotard eine Grabinschrift geschrieben. In seinem Essay «*Le Tombeau de l'Intellectuel*» hat er den künstlerischen, wissenschaftlichen und politischen «*Intelligenzen*» anstelle der «*Intellektuellen*» eine «*neue Verantwortung*» zugedacht. Mit der allgemeinen moralischen Vokation des Intellektuellen, wie die Aufklärung sie begründet hat, wäre es demnach zu Ende. Der klassische Intellektuelle, und von einem andern spricht Barilier nicht, kann eine Welt der Informatik, der High-Tech des Krieges, der Gentechnologie und ihren Ausfaltungen wohl kaum mehr bewältigen. Notwendig sind die neuen Verantwortungen der Wissenschaft, der Politik und der Kunst.

3

Die andere Frage, die Barilier nur streift, die kreative Polarität des «*Poetischen*» und des «*Politischen*», wie Ramuz sie sah, erscheint mir bedenkenswerter als die Diagnose über die Lage des Intellektuellen in einer schizobiotischen Gesellschaft.

Das einzig Ungewöhnliche, dem unser Land seinen Ruf verdanke, sagt Ramuz, sei die «*Schönheit seiner Landschaften*». Staat, Schule, bürgerliche Gesellschaft verharren hingegen in Mittelmass und Inferiorität. In der Natur erfuhr Ramuz, schon als Kind, so etwas wie elementare Grösse. Der bürgerlichen Gesellschaft setzt er in seinem Romanuniversum mythische Figuren, Bauern und Winzer, dem «*Politischen*» das «*Poetische*» entgegen, das für ihn das lebendig Konkrete war. Er gewann es aus dem eigenen Land, nicht anderswoher. Er wollte denen, die schweigen, Sprache geben. Zu seiner Zeit gab es noch «*Menschen von der Stadt*» und «*Menschen vom Land*»: solche, die «*Ideen ausdrücken, die sie nicht haben*» und solche, «*die Ideen, die sie haben, nicht ausdrücken*». Ramuz hatte die dichterische Vision einer elementaren Gesellschaft. Darin sind Dichter nicht «*Akademiker*» wie in Paris, sondern Korber wie Besson, der das Lavaux durchwandert und den Schweigenden in den Dörfern Sprache gibt. Er schreibt «*Verse*» und «*Sätze*», in denen sein Land Wort wird und Geist annehmen kann.

Ramuz antwortete auf die politischen Krisen des Vorkriegs, die er kritisch beschrieb, mit der «*Passage*» seiner Sprachwelt. Das ist nach wie vor

die Sache des Dichters. Auch heute, wo die Medien eine allgemeine «*Intellektualität*» simulieren, deren «*Themen*» den Zwängen der medialen Einrichtungen selbst unterworfen sind, und «*Ideen, die sie nicht haben*», reflektieren. Und es sind die Dichter, die nach wie vor «*Ideen ausdrücken, die sie haben*». Die Frage ist nur, wo man sie wahrnimmt. Das Poetische hat längst seinen primären Charakter durch die herrschende Medienkultur eingebüsst; es kommt bestenfalls noch sekundär, als Palaver und Redecлип für Klubs vor. Trotzdem bleibt es polares Ferment zur «*Gesellschaft*» und zur «*Politik*». Wo es auflösend wirkt, ist es nicht immer die pure Negativität, als die es verschrien wird. Im Gegenteil, es ermöglicht neue Verbindungen und Affinitäten, neue Optiken und Dimensionen. Es benutzt «*Gesellschaft*» und «*Land*» als Stoff und Material. Die Schweiz — ein Stoffgebiet? Für die meisten der wichtigen Dichter war sie es; am Ende gar ein verschüttetes Stoffgebiet, aus dem noch vergessene utopische Substanzen zu heben wären?

4

Für mich ist die Schweiz zunächst eine Landschaft, in die ich zufällig hineingeboren bin: eine Landschaft als Natur und eine Landschaft als Geschichte. Man hat seinen Geburtsort, und dort beginnt, kindheitlich, die Welt. Sie erweitert sich nicht, ohne dass einer die grössere Landschaft seiner Herkunft, sein kulturelles Plankton geschichtlich und aktuell erkundet und erforscht; sofern er das will. Es gibt welche, die abwandern, auch geistig; das Land, in dem sie geboren sind, bleibt ihr Wohnort, geistig aber leben sie planetarisch. Dichter kommen selten vom Plankton ihrer Herkunft los. Ramuz ist ein Beispiel. Seine Welt reicht von den Quellen der Rhone bis Genf, geographisch; poetisch gesehen, ist sie ein Universum. Das nämliche liesse sich von Gottfried Keller, von Gotthelf und Walser sagen. Auch von Heutigen. In ihren Werken findet die Schweiz als «*Stoff*» und «*Vision*» statt.

Und nun hat sie im ganzen vier Sprachhäuser. In denen findet sie nur dann statt, wenn Austausch und Kommunikation spielen. Im übrigen existiert sie administrativ, politisch-institutionell und als besonderes Sozietznetz. Geistig existiert sie nur formell, von Fall zu Fall, in spontanen Begegnungen, Anlässen, Festen. Und da mag Schizobiose als konkreter Befund, dann und wann, stimmen. Bei näherem Zusehen leidet die Schweiz, die jetzt ihre «*Staatskrise*» hat, am Verlust ihrer geglaubten Identität. Diese Identität war indessen ein defensives Relikt aus dem Zweiten Krieg und dem nachfolgenden Kalten Kriegeszeitalter. Man erschrickt auf einmal über die reissend schnellen Zerstörungen der «*Werte*» und will nicht glauben, dass diese das Werk der hyperkapitalistischen und technologischen Wirkkräfte sind, mit denen man sich, wie die ganze westliche Hemisphäre, einge-

lassen hat. Wer wollte ihre Hypostasen voraussehen? Es scheint, als sei nun die Schweiz von ihrer eigenen selbstgenügsamen Schlafsucht geheilt. Aber was heisst die Schweiz? Es sind Grössen und wache Figuren am Werk bei uns wie anderswo auch.

Vielleicht findet sie erst jetzt wieder statt, die Schweiz, mitten in ihren schizobiotischen Anfällen. Es gibt ja einige im Land, die finden, sie werde sich ohnehin europäisch auflösen. Was sich aber auflöst, verfügt immerhin über Fermente, Geistesfermente, wer weiss, die fortwirken: so dass die beklagte Barilier'sche Schizobiose in etwas relativ Symbiotisches, in eine grössere Lebensgemeinschaft, umschlagen könnte. Wir haben einen ähnlichen Umschlag im kleinen bereits hinter uns: Auflösung der alten «Orte» und «Herrschaften» in die *Confoederatio Helvetica*. CH — war einstmals ein revolutionäres Signum.

Etienne Barilier:

L'intellectuel — un homme qui «ne se croit pas facilement»

La discussion sur un thème comme l'existence publique de l'intellectuel est difficile, voire impossible, dès lors que chacun donne au mot «intellectuel» le sens qu'il a choisi. M^{me} Pulver l'assimile à *l'opposant politique*, ce qu'il n'est pas d'abord, ni toujours, ni par définition. Sans doute, la classe au pouvoir se méfie des «gêneurs». Cela ne veut pas dire qu'elle se préoccupe des intellectuels tels que je les définissais, c'est-à-dire de ceux qui *réfléchissent* la politique.

M^{me} Pulver, élargissant encore sa définition, finit par désigner comme «intellectuels» non seulement tous les opposants mais encore tous les *citoyens* (je n'oublie pas les citoyennes...), dans la mesure où chacun d'entre eux participe ou devrait participer aux décisions politiques d'un pays. Soit, mais cela revient à nier l'existence ou du moins la spécificité de ces êtres qui par profession (ou plutôt par vocation) manient les idées, vivent la vie de l'esprit et se préoccupent de réfléchir la réalité: penseurs, essayistes, philosophes, hommes de science, homme d'écriture en général. Si tout le monde est intellectuel, fort bien. Mais alors personne ne l'est, et le problème est escamoté plus que résolu.

De son côté M. Meier élargit également, mais d'une manière différente, la définition de l'intellectuel. Il récuse, à la suite de Lyotard, l'intellectuel «classique», qui serait obsolète. J'avoue ne pas comprendre en quoi l'informatique, le génie génétique ou la guerre électronique changeraient les don-

nées du problème. Elles le rendent plus aigu, certes, mais l'exigence de conscience, elle, ne change pas. Depuis que l'homme existe, les défis auxquels la pensée doit répondre n'ont guère varié quant au fond. La «nouvelle responsabilité» n'est à vrai dire que la responsabilité de toujours dans une époque nouvelle.

M. Meier, ensuite, semble identifier l'intellectuel au créateur, au poète. Je n'ai fait qu'«effleurer», dit-il, la question du rapport entre «politique» et «poétique». Assurément, car ce n'était pas le sujet: il est incontestable que la Suisse représente un thème ou une matière féconde pour le poète. Et le «poétique» influe, au moins indirectement, sur le social et sur le politique. Mais cela ne veut pas dire que le poète soit pour autant un *intellectuel*, c'est-à-dire un homme de pensée en dialogue concret avec les hommes de pouvoir, un homme qui, s'exprimant publiquement, est reconnu par le pouvoir *et par toute la société* dans laquelle il vit, sinon comme une autorité, du moins comme quelqu'un qui a «voix au chapitre» politique et social. Ce que dit M. Meier de l'écrivain Ramuz est tout à fait sensé. Cela n'a pas empêché le même Ramuz de dénoncer l'impossibilité ou l'inexistence de l'intellectuel en Suisse. Et cela non seulement parce que le pouvoir ne le prend pas en compte, mais parce que les *citoyens* eux-mêmes ne semblent guère croire, chez nous, aux vertus de la pensée.

Enfin — et cette remarque m'est inspirée par les deux textes qu'on a bien voulu écrire en écho à ma réflexion — je crains vivement que l'on confonde l'exercice de la pensée politique avec l'expression publique d'idéologies et de lieux communs sociaux: dénoncer l'«hypercapitalisme» comme le père de tous nos maux, chanter la cause de l'écologie et celle des femmes (justes causes, assurément), est-ce faire œuvre d'intellectuel? Le cas de l'écologie est particulièrement flagrant: une cause qui aujourd'hui se voit approuvée aussi bien par le chef de l'Eglise catholique que par ceux des Eglises protestantes, et sur la justesse de laquelle s'entendent les enseignants, les journalistes, les partis politiques, les penseurs de la semaine et du dimanche, et jusqu'au directeur de Ciba-Geigy, quel intérêt l'intellectuel peut-il encore avoir à la brandir comme s'il faisait acte nécessaire et courageux? L'écologie, si respectable soit-elle, n'est plus une idée à promouvoir, c'est un lieu commun, pour ne pas dire *le* lieu commun des années 90.

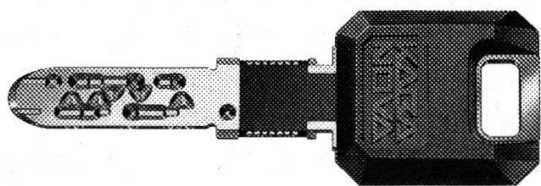
L'exemple choisi par M^{me} Pulver pour illustrer sa conception de l'intellectuel me paraît à cet égard bien malheureux: les violences récemment commises en Valais contre un écologiste sont assurément inadmissibles et odieuses. Mais évoquer, à leur occasion, le «nazisme économique» est un regrettable abus de langage — et l'abus de langage est ce que l'intellectuel devrait par définition strictement s'interdire.

Dire que «la Suisse est mortelle», le *penser* vraiment, et tenter de le faire *penser* au pouvoir politique de notre pays, cette entreprise apparemment

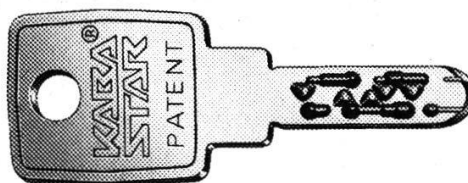
banale n'est-elle pas plus délicate, plus difficile, plus urgente que de se faire le chantre de l'écologie ou le dénonciateur de l'hypercapitalisme? De façon générale, l'intellectuel n'est pas seulement l'adversaire du pouvoir en place, il est d'abord l'adversaire de lui-même, et l'adversaire de toute idée dès qu'elle menace de devenir sa propre caricature.

Une idée, pour être vivante, doit être revécue et repensée par quiconque prétend la brandir. Comme le disait Valéry, l'intellectuel est un homme qui «ne se croit pas facilement». Groucho Marx l'exprimait en d'autres termes: «Je ne voudrais pas», disait-il, «appartenir à une société qui m'accepterait pour membre.»

Verlieren heisst nicht verloren.



KABA NOVA: Bei Schlüsselverlust
kann der Code selber
umprogrammiert werden.



KABA STAR-Vario: Bei Schlüsselverlust
kann der Code des mechanischen
Schliesszylinders umgestellt werden.

Partner für erfolgreiche Schlüsselerlebnisse:
Kaba AG, 8620 Wetzikon, Telefon 01/931 6111, Fax 01/931 63 85

KABA